Normes d'égalité des sexes *versus* valeurs traditionnelles de genre en Mongolie communiste

The norms of equality between the sexes versus traditional gender values in communist Mongolia

Marie-Dominique Even

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/12420>

DOI : 10.4000/clio.12420

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 10 juin 2015

Pagination : 175-185

ISBN : 9782701194318

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Marie-Dominique Even, « Normes d'égalité des sexes *versus* valeurs traditionnelles de genre en Mongolie communiste », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 41 | 2015, mis en ligne le 17 juin 2017, consulté le 24 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/clio/12420> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.12420>

Normes d'égalité des sexes *versus* valeurs traditionnelles de genre en Mongolie communiste

Marie-Dominique EVEN

Vassale de l'Empire mandchou (Qing), la Mongolie¹ est restée à l'écart des circuits de diffusion des idées modernes. Elle figure pourtant parmi les premiers pays engagés sur la voie du communisme. L'irruption du bolchevisme lors de la Révolution populaire de 1921 entraîna une rupture sociale et culturelle radicale, élargissant en particulier le cadre d'action des femmes mongoles. La société prérévolutionnaire était culturellement homogène et fermée aux influences extérieures, comme le fut ensuite la République populaire de Mongolie (RPM) qui évolua au sein du système soviétique, dans une extrême dépendance de l'URSS dont elle reproduisit les politiques. Confrontés à l'implosion du système soviétique et à la nécessité de trouver de nouveaux bailleurs de fonds, les dirigeants mongols optèrent en 1990 pour le pluralisme politique et la dérégulation économique. Les années de transition sont marquées par une réhabilitation de la culture nationale et par une occidentalisation du pays. Elles ont mis à l'épreuve les normes de genre de l'ère communiste, témoignant à la fois de leur succès et de leurs limites. Ce constat invite à s'interroger sur l'impact de ces normes dans les comportements et l'imaginaire collectif de l'époque, ainsi que sur les structures symboliques qui ont continué à les orienter, y compris parmi ses promoteurs.

---

¹ Le terme désigne ici la Mongolie septentrionale qui constituait la « Mongolie-Extérieure », distincte de la « Mongolie-Intérieure » formée de principautés de l'est et du sud ralliées plus tôt.

La Révolution et les nouvelles politiques d'égalité des sexes

La Révolution de 1921 survint dans un pays exsangue et une société archaïque et sclérosée². L'activité guerrière des hommes avait diminué au profit du bouddhisme et de ses monastères qui drainaient 40% de la population masculine³ (la condition monastique n'étant pas ouverte aux femmes). Le système sociopolitique distinguait l'aristocratie gengiskhanide, héritière en ligne patrilinéaire de la légitimité politique, et le peuple, constitué de sujets libres et de serfs (attachés à des personnes, gengiskhanides ou personnalités religieuses). La monarchie théocratique installée depuis 1911 fit appel, pour contrer l'occupation chinoise de 1919, à la Russie bolchevique. L'intervention de celle-ci greffa des objectifs révolutionnaires sur le projet initial de restauration de la souveraineté et de défense de la nation, de l'État et du bouddhisme. Ce n'est qu'à la mort du monarque qu'une république populaire souveraine fut officiellement proclamée et la première Constitution adoptée (1924). Sur le terrain, les agents du Komintern œuvraient à la radicalisation des politiques du gouvernement et du Parti, à la neutralisation des modérés, à l'élimination des anciennes forces économiques et religieuses, Staline prenant finalement en main avec l'aide du NKVD (*Narodnyi komissariat vnutrennikh del* – Commissariat du peuple aux Affaires intérieures) l'éradication du bouddhisme mais aussi d'une bonne partie de la nouvelle élite politique et intellectuelle.

Les dirigeants du parti populaire mongol, au nom duquel s'ajouta bientôt l'épithète « révolutionnaire » (PPRM), entreprirent de démanteler l'ordre ancien dès 1922-1923, abolissant le servage et les privilèges. Sous l'impulsion de Yanjmaa⁴, pionnière du combat pour

² Sur l'histoire de la Mongolie moderne, voir Bawden 1989 [1968] ; Baabar 1999.

³ Chiffres de 1918, pour une population mongole ne dépassant pas 550 000 personnes. Les deux tiers des moines ne résidaient pas en permanence dans leur monastère et près d'un tiers vivait en concubinage (Maïskii 2005 [1921] : 26, 50, 56-57).

⁴ S. Yanjmaa (1893-1962) était la veuve de Sükhbaatar, icône de la révolution, mort précocement en 1924. Elle fonda le Groupe des femmes attaché à la section de propagande du Comité central, qu'elle dirigea à plusieurs reprises ; en 1947, elle présida la Fédération des femmes mongoles et plusieurs autres responsabilités. Elle fut l'une des rares femmes à siéger au Bureau politique. Troisième secrétaire du Comité central de 1941 à 1949, elle en fut exclue en 1949 puis réhabilitée en

l'égalité et l'éducation des femmes, les autorités s'attaquèrent aux pratiques de mariage « contraignant les filles et les traitant comme du bétail » selon les termes du décret de 1925 qui y met officiellement fin⁵. Traditionnellement, en effet, le système de parenté reposait sur des lignages patrilinéaires, exogamiques et patrilocaux entre lesquels circulaient les femmes. Le mariage consistait à doter son fils d'une maison et d'une épouse en versant à la famille de celle-ci une compensation matrimoniale, le « prix de la fiancée ». Le lignage du garçon acquérait par là des droits sur la force de travail de la bru et sa capacité procréatrice. Les femmes n'avaient pas droit à une part d'héritage mais à une donation (cheptel, servante) qui restait leur bien propre. Le mariage faisait perdre à la jeune fille son individualité : elle devenait la « personne de la maison », portait une coiffe spécifique et un costume sans ceinture (d'où le nom de « sans-ceintures » désignant les femmes mariées).

Destinées à quitter leur patrilignage tout en étant étrangères à celui du mari, les femmes ne figuraient pas dans les généalogies. Elles étaient de même exclues des cultes lignagers ou territoriaux où l'on offrait viande, laitages, alcool aux ancêtres, garants de la prospérité de leurs descendants. De la même façon, la légitimité politique du patrilignage gengiskhanide ne s'étendait pas aux femmes. Dans la société mongole traditionnelle, les femmes étaient donc extérieures au principe patrilinéaire qui fondait l'ordre social et politique, et vouées à la maternité et au labeur dans le cadre familial.

Le nouveau régime, qui dut rappeler cinq ans plus tard la nécessité de combattre le « prix de la fiancée », la polygamie (pratiquée par les plus riches) et les mariages précoces (avant 16 ans), neutralisa cette distinction de sexe dans le domaine politique et institutionnel par diverses mesures, ouvrant la voie à une participation directe des femmes aux affaires publiques⁶. La constitution de 1924 accordait des droits égaux à tous les Mongols, sans distinction d'origine, de religion ou de sexe, et donnait aux citoyens âgés de 18 ans et plus le droit de

---

1952. Elle continua une carrière de députée et présida à nouveau la Fédération des femmes à partir de 1958.

⁵ Bawden 1989 [1968] : 257 ; Tsetsejgargal 2009 : 18-19, 29.

⁶ Tsetsejgargal 2009 : 15-31.

voter et de se présenter à une élection. La même année, une loi sur le travail fut suivie de l'ouverture d'ateliers coopératifs (couture, artisanat) pour les femmes pauvres, et les premières fabriques (alcool, briques, cuir, etc.) au début des années 1930 employaient plus d'un tiers de femmes. En 1927, la loi sur le droit de propriété et la transmission de biens aux femmes, puis l'adoption d'un code civil renforcèrent les droits juridiques des femmes et les conditions de leur indépendance matérielle.

L'éducation fut un objectif prioritaire, qui débuta avec la création en 1924 d'un bureau chargé de la formation des femmes, rattaché à la section propagande du Comité central. Il s'agissait en effet d'impliquer le plus grand nombre possible de femmes pauvres et défavorisées dans la vie publique, mobilisation d'autant plus vitale pour le régime qu'il avait face à lui un clergé très nombreux et organisé, dont il avait fait son principal adversaire – et réciproquement. Mais elle exigeait un grand travail de propagande et d'alphabétisation. Avant 1921, en effet, seul un petit nombre de personnes nobles, fonctionnaires, bénéficiait d'une éducation en mongol et en mandchou ; s'il n'était pas rare que les filles de familles nobles ou riches reçoivent une éducation à la maison⁷, leur rôle, devenues femmes, se limitait à une transmission privée du savoir, non à sa production ou à son expression publique. Les femmes ordinaires n'avaient, elles, accès à aucun type d'éducation. En 1921, une école primaire ouvrait dans la capitale et scolarisait 40% des filles, mais à la campagne, le taux était moindre : en 1928, elles représentaient 16% des effectifs du primaire, capitale et province confondues, un taux qui monte dès 1931 à près de 40%. Pour les femmes adultes, on créa à partir de 1924 des formations spécifiques, auprès de l'École du Parti et ses branches provinciales ; on multiplia les groupes d'alphabétisation avec le slogan « Apprendre soi-même puis apprendre aux autres ». Des brigades de propagande furent envoyées dans les provinces, organisant réunions et concerts avec les femmes rurales ; on installa des « yourtes rouges » de femmes ; on attira dans le Parti et ses organisations les plus capables des « vraies femmes du peuple ». En 1929, le Comité central décida que les femmes devaient constituer au moins 30% des effectifs formés dans les écoles mongoles ou à

---

⁷ Tsetsegjargal 2009 : 9, 12.

l'étranger⁸. Leur nombre augmenta dans l'administration et dans les tribunaux (30% des juges dans les années 1930). Néanmoins, ces avancées n'étaient pas représentatives de la majorité : au premier congrès des femmes en 1931, seules 16 des 357 déléguées savaient lire. Par ailleurs, ces nouvelles assignations des femmes mariées n'étaient pas facilement acceptées. Des hommes perturbaient les réunions, dénonçant cette participation des femmes à la vie de la société : « C'est mal, comme de faire courir des juments en compétition ». Maris ou beaux-parents empêchaient les épouses, aux tâches lourdes et nombreuses, de suivre ces formations ou d'étudier au loin : en 1928, la moitié des femmes n'achevait pas la formation commencée.

En matière de participation politique des femmes, les avancées furent rapides. Alors qu'à l'issue des législatives de 1925, on ne comptait que trois femmes élues sur les 45 députés du Petit Khural, la mobilisation des femmes issues du peuple porta rapidement ses fruits : aux élections locales de 1931, 30% des sièges allèrent à des femmes ; celles-ci commencèrent à occuper des postes décisionnels (deux gouverneurs de région, une trentaine chefs de district ou d'arrondissement, une quinzaine membres du gouvernement, dont une ministre de la Santé, une Première secrétaire d'un des comités régionaux du Parti). Ces résultats constituent un succès certain des années 1930, mais ils sont moins nets au niveau des plus hautes instances du Parti où se prenaient les véritables décisions.

Ces années furent marquées par la discrimination croissante de certaines catégories sociales d'après leurs origines, leur situation économique ou leur statut religieux. Elles furent aussi ensanglantées, d'abord par la brutalité des campagnes de collectivisation et de sécularisation des moines et des biens monastiques, puis par les violences de la guerre civile (1931-1932) qui s'en est suivie, enfin par les purges et la terreur méthodique qui ont culminé en 1937-1938. Les femmes ne furent pas épargnées⁹. Parmi les quelque trente mille victimes directes des purges (70% exécutées), seules quelques femmes – certaines enceintes – furent fusillées, mais des milliers d'autres furent punies d'avoir été des « épouses de contrerévolutionnaires »,

---

⁸ Tsetsejgargal 2009 : 17.

⁹ Bawden 1989 : 320 ; Tsetsejgargal 2009 : 28, 32-42.

quel qu'ait pu être leur propre passé de militante. Chassées du Parti et de leur travail, dépossédées de tous leurs biens, harcelées par les agents de la Sécurité intérieure, privées elles et leurs enfants d'avenir et traitées en parias, elles connurent un destin souvent tragique.

En 1940, le X^e congrès du PPRM fixa le cadre de l'« édification du socialisme ». Une deuxième puis une troisième constitution furent adoptées (1940, 1960) réaffirmant l'égalité hommes-femmes, mettant l'accent sur le développement de l'éducation et du travail des femmes, et sur leur protection sociale. La participation politique restait un enjeu majeur pour le régime. En 1951, un nouveau système électoral fut mis en place, qui prévoyait une représentation d'au moins 20% de femmes au Grand Khural (instauré en 1949). Ce quota fut respecté, mais guère dépassé : les assemblées élues entre 1951 et 1986 comptèrent entre 22% et 24% de femmes¹⁰.

À partir des années 1950, l'élevage fut collectivisé et réorganisé au sein de coopératives et de fermes d'État qui fonctionnaient avec des centres sédentarisés où les éleveurs nomades avaient accès aux services administratifs, commerciaux, scolaires, culturels, médicaux, postaux. Le régime entreprit avec l'aide soviétique de grands programmes d'urbanisation et d'industrialisation. Ce nouvel environnement territorial et économique de la partie la plus dynamique de la population modifia les manières de vivre et les relations familiales. Parallèlement, la population croissait et rajeunissait¹¹. L'emprise de la coutume, des valeurs de genre et des rôles sexués qu'elle transmettait, actualisés et perpétués dans le mode de vie pastoral, s'atténua. Les femmes étaient de moins en moins ces « personnes de la maison » qui avaient leur place près du foyer et dépendaient de leur mari. Exercer une profession, dont l'éventail s'élargissait avec les progrès remarquables accomplis dans l'éducation des femmes, devint la norme. Cela nécessita la multiplication des crèches et des jardins d'enfants qui libéraient partiellement les femmes des soins et de l'éducation des enfants relevant toujours de leur ressort. En reconnaissant les responsabilités spécifiques des femmes dans la famille, la loi sur le travail de 1974 améliorait leurs conditions de

¹⁰ Gerelsüren & Idermaa 2013 : 49.

¹¹ Dans les années 1960, la population doubla : le quart de la population vivait dans la capitale et près de la moitié avait moins de 15 ans (Bawden 1989 : 402-405).

travail et les aides de l'État. Toutefois, les femmes restaient soumises à une double, voire à une triple charge de travail, car elles devaient cumuler activité professionnelle, tâches domestiques et réunions politiques. La presse se faisait d'ailleurs l'écho d'enfants déscolarisés dont les parents n'avaient pas le temps de s'occuper et de femmes enceintes ou mères de famille astreintes à des horaires et tâches inappropriées¹². Le Parti, dominé dans les instances dirigeantes par les hommes, exploitait et valorisait dans la pratique les qualités assignées aux femmes dans la société prérévolutionnaire : travailleuses, diligentes et respectueuses de la hiérarchie des valeurs qui plaçait le masculin au-dessus du féminin. Très sollicitées pour accomplir le « travail social », elles y répondaient du fait de leurs « dispositions » (selon Bourdieu). À posteriori, S. Udval¹³ décrit ainsi sa vie de l'époque :

La vie a deux côtés : le travail social et la famille. J'ai privilégié le premier et causé beaucoup de tort au second [...] À mon époque, les conditions pour concilier les deux n'existaient pas. Je n'accueillais pas avec joie les tâches confiées par le parti, j'en ai plutôt pleuré, mais on ne me demandait pas mon avis¹⁴.

Par ailleurs, durant cette période, le poids des femmes dans la vie politique, qui avait crû rapidement dans les premières décennies du régime, ne progressa plus ou même diminua. Le quota de 20% de députées femmes instauré en 1951 n'amorça pas un progrès de leur représentation politique qui demeura autour de 22-23% jusqu'à 1990 (contre près de 30% en 1940). Dans le Parti, où l'on adhérerait après une formation exigeante, le taux de femmes atteignait à peine 23%. La nécessité de promouvoir les femmes à des postes de responsabilité avait beau être défendue par les femmes présentes en politique et réitérée dans les discours officiels, elle aboutissait dans la pratique à accorder aux femmes davantage de postes importants, mais toujours

---

¹² Bawden 1989 : 406.

¹³ S. Udval (1921-1991) est une autre figure du féminisme mongol qui cumula aussi de nombreux mandats et fonctions : membre du Comité central de 1947 à 1976, députée à l'assemblée de 1960 à 1982 et membre de son présidium, présidente de l'Union des écrivains, présidente de la Ligue des femmes de 1962 à 1983, etc. S. Udval et les deux autres femmes qui siégèrent après-guerre au Comité central ne semblent pas avoir été membre du Bureau politique.

¹⁴ Gerelsüren & Idermaa 2013 : 57-67.

subordonnés (secrétaires, vice-ministres) à l'autorité d'un homme qui était le chef en titre.

La mise à l'honneur de la maternité par le régime communiste – sans pour autant cesser de mobiliser les femmes pour construire le socialisme – témoigne de la politique nataliste de l'État, soucieux de la faiblesse démographique des Mongols. Elle atteste aussi de la permanence dans la société communiste des vues différentialistes du masculin et du féminin, fondé sur la capacité procréatrice des femmes. Les femmes n'étaient pas autorisées par le régime à contrôler leur fertilité. L'avortement était interdit, sauf pour des raisons thérapeutiques précisément délimitées et évaluées par une commission de médecins. Les femmes ne disposaient pas de moyens de contraception : dans son livre de souvenirs, B. Delgertuyaa a raconté comment les filles qui avaient pu étudier en Europe de l'Est vers la fin des années 1970 découvraient, émerveillées, les moyens de contraception existants¹⁵. Celles qui ne désiraient pas davantage d'enfants devaient avorter en cachette, avec les complications médicales que l'on connaît. En revanche, les mères « célèbres », à partir de cinq enfants, recevaient des médailles lors de la Journée des femmes, le 8 mars, et avaient droit à des allocations spécifiques. Le taux de fertilité des femmes était de 3,8% en 1963 et atteignait 5% en 1979 ; à la veille de la transition démocratique, en 1989, il était encore de 4,5% à 5%, avec une légère supériorité des citadines dans ce domaine. Il n'était pas rare dans les années 1970-1980 que des femmes aient 17 ou 18 enfants¹⁶.

L'égalité des sexes à l'aune du postcommunisme

Avec les acquis de la période communiste, on aurait donc pu s'attendre à ce que les femmes mongoles jouissent après la transition démocratique de 1990¹⁷ d'une position solide et d'une capacité d'action proche de celle de leurs concitoyens hommes. D'autant que sur le plan politique, et sous la pression de ses nouveaux bailleurs de

¹⁵ Delgertuyaa 2010 : 49-51, 35-36.

¹⁶ Tsetsejgargal 2009 : 48-49, 65.

¹⁷ Le bureau politique du parti populaire révolutionnaire mongol, fondé en 1921, met fin au parti unique au printemps 1990. Les premières élections libres ont lieu dès juin.

fonds, le pays s'est doté d'institutions démocratiques. La constitution de 1992 préserve l'égalité des hommes et des femmes dans les domaines politiques, économiques et sociaux et les programmes mis en place sous l'égide de l'ONU et de diverses ONG occidentales ont sensibilisé les pouvoirs publics et la société civile émergente à une approche par le genre de l'égalité des sexes. Faute d'un terme mongol restituant la dimension de construction sociale et culturelle que le terme genre a acquis aujourd'hui, il a été adopté tel quel en mongol (*jender*, d'après l'anglais *gender*) et appartient désormais à la terminologie juridique (cf. la « Loi sur l'égalité de genre » de 2013).

Pourtant, la place des femmes en politique s'est paradoxalement rétrécie. D'un côté, elles sont de nos jours les plus éduquées (60% à 70% des étudiants, 80% des enseignants et des médecins) ; elles sont aussi remarquablement présentes et actives dans la société civile, comme le montre la sociologue A. Jarry qui a étudié de près les associations de femmes en Mongolie au tournant des années 1998-2000 et leur rôle pionnier dans le monde associatif après 1990¹⁸. D'un autre côté, on constate dès le début de la transition démocratique une forte baisse de la représentation des femmes au sein des instances politiques (Parlement où elles ne sont que 4% en 2008 et 12% en 2012, assemblées locales, partis politiques) et un repli sur les domaines de compétence qui sont assignés aux femmes, sur « la dimension domestique et féminine des choses dans les affaires publiques », comme le dit F. Héritier¹⁹. A. Jarry voit dans cette baisse le signe que l'égalité politique en Mongolie socialiste « était toute relative », que « l'idéologie de genre communiste était indéniablement patriarcale », et dans ce repli sur une spécificité féminine, un héritage des organisations de femmes de l'État communiste. Il nous semble au contraire que cette posture différentialiste n'est pas un héritage communiste, mais un héritage des conceptions prérévolutionnaires, intériorisées par les individus des deux sexes, qui se sont perpétuées à l'époque communiste faute d'avoir été objectivées et remises en cause. Symboliquement, le foyer est resté perçu comme étant sous la protection du mari (à travers les esprits tutélaires associés à sa lignée,

---

¹⁸ Jarry 2012.

¹⁹ Héritier 2012 [1996] : 292.

qui ne sont pas forcément identifiés comme tels, en particulier dans le contexte où ce sont des représentations bouddhiques qui se transmettent). Le mari est la « tête » de ce foyer ; l'épouse, qui se place sous sa protection – l'inverse relevant de l'interdit – et qui est étrangère à la lignée du mari, ne peut prétendre l'occuper. La même logique fonde également la conception traditionnelle de la légitimité politique selon laquelle la place des femmes n'est pas « à la tête » de l'État.

Un rapport de 2009 relève qu'après 1990 les femmes ont agi dans les associations et les hommes dans les partis politiques. Il souligne également la perception différente de l'égalité de genre qu'ont les individus, selon qu'ils se placent d'un point de vue économique ou politique, auquel cas, elle est admise, ou du point de vue du modèle familial. Ils associent alors le genre à l'idée de sphères distinctes, naturellement masculine ou féminine, un modèle familial patriarcal que seules les féministes déclarées remettent en cause²⁰. Cette vue essentialisée et biologisée du genre est présente dans l'approche de certaines féministes actuelles, fidèles aux vues de la période communiste mais attachées également aux valeurs anciennes des Mongols, comme D. Mönkhöö, vice-ministre de la Santé (1985-1990). Dans ses ouvrages récents, elle évoque le « devoir biologique » des femmes de procréer pour perpétuer la lignée, tout en dénonçant le fait que c'est toujours la manière d'agir des hommes et leurs vues qui s'imposent dans les partis politiques²¹. Une autre illustration de cette approche différentialiste du genre nous est donnée par un article paru en 2011 dans un mensuel destiné aux nouveaux « urbanites » mongols. L'auteure (une femme) y expose les dix principes de la parfaite épouse, le premier d'entre eux étant de traiter l'époux comme un dieu, car il est le maître, le « génie protecteur », la « bonne fortune » de la maison, tandis qu'un photomontage montre une Mongole moderne à la façon d'une divinité indienne dotée de treize bras, tous occupés à accomplir une tâche domestique. Ces normes anciennes qui s'expriment aujourd'hui librement sont valorisées parce qu'elles relèvent des traditions et de l'identité mongole, désormais réhabilitées : ainsi doit agir une « vraie » Mongole qui connaît les règles.

²⁰ Undarya & Enkhjargal 2009.

²¹ Mönkhöö 2009 : 27, 31, 82.

Cette subordination symbolique au principe masculin est rendue plus visible aujourd'hui par la disparition du discours communiste qui exaltait l'égalité des sexes et qui a pu modifier la perception que les femmes avaient de leur réel rôle politique. On peut constater que les mutations sociopolitiques expérimentées par la société mongole à l'époque communiste n'a pas signifié l'accès des femmes à la tête d'instances politiques, ce qui aurait constitué un retournement de l'ordre symbolique difficile à accepter, encore aujourd'hui. À cet égard, le régime communiste n'a pas affecté la valence différentielle des sexes transmise par les représentations prérévolutionnaires et qui accordent au masculin une valeur supérieure dans la direction du foyer familial et de l'État, cela sans obérer l'importance, voire la domination, des femmes dans d'autres secteurs de la société.

Bibliographie

- BAABAR [Bat-Erdene BATBAYAR], 1999, *Twentieth century Mongolia*, édité par Ch. Kaplonski, Cambridge, White Horse Press [trad. par D. Suhjargalmaa et al. de XX зуунд Монгол: нүүдэл, суудал, олз гарз, 1995, Oulan-Bator].
- BAWDEN Charles, R., 1989 [1968], *The Modern History of Mongolia*, London/New York, Kegan Paul International.
- DELGERTUYAA Bagaagiin, 2010, *Üül bide kheyor* [Üül et moi], Oulan-Bator, Admon Press.
- GERELSÜREN Nansaljaviin & Garavsürengiin IDERMAA, 2013, *Mongol töрд ukhaan nemesen büsgüichiüd* [Les femmes qui ont ajouté de la sagacité dans l'État], Oulan-Bator.
- HÉRITIER Françoise, 2012 [1996], *Masculin/Féminin I. La Pensée de la différence*, Paris, Éditions Odile Jacob.
- JARRY Anna, 2012, « Idéologie de genre et héritage communiste. L'exemple de la Mongolie en l'an 2000 », *Revue Tiers Monde*, 209, p. 107-124.
- MAISKII Ivan M., 2005, *Orčün iйeiin Mongol* [La Mongolie contemporaine] Oulan-Bator, Admon Press [trad. par Ts. Otkhon de *Sovremennaya Mongoliya*, 1921, Irkoutsk].
- MÖNKHÖÖ D., 2009, *Khatan ukhaaniig tsegnekhüi...* [Valoriser l'intelligence féminine ...], Oulan-Bator, Admon.
- TSETSEGJARGAL Tsedengün, 2009, *Mongolün emegteičiüd XX зуунд : khunisal, өөрчлөлт* [Les femmes mongoles au XX^e siècle : transformations et changements] Oulan-Bator, Soyombo.
- UNDARYA Tömörsükhiin & Davaasürengiin ENKHJARGAL, 2009, *The Field of Women's Organizing in Mongolia*, Oulan-Bator, MONES (Fondation des femmes mongoles).